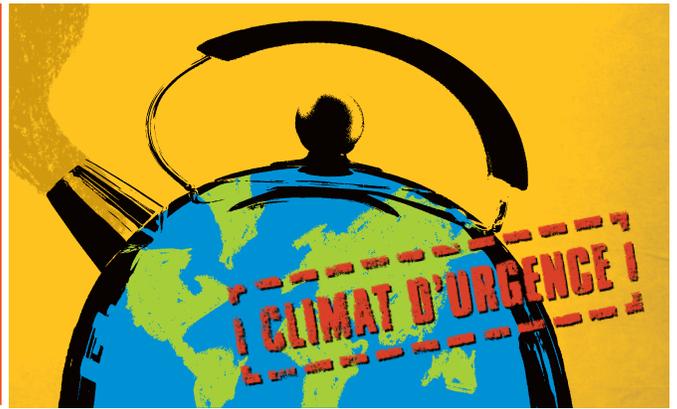


LE VOLUME 28 N° 3 NOVEMBRE 2009
POINT



WWW.CS3R.ORG

**Journées québécoises
de la solidarité internationale**

UNE JUSTICE CLIMATIQUE POUR PROTÉGER L'HUMANITÉ

(p. 11)



LES ÉLECTIONS, QU'OS ÇA DONNE?

(p. 16)

STOPPONS LES DÉPENSES MILITAIRES!

(p. 18)

UNE PUBLICATION DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

SOMMAIRE

Éditorial	p. 2
<i>Brian Barton</i>	
Le monde – Nouvelles brèves	p. 3
Coopération	p. 4
L'aide au développement	
Pour qui fonctionne l'économie?	p. 6
<i>Yves Lawler</i>	
Le point sur une utopie : la démocratie	p. 7
<i>Mario Lemelin</i>	
Au-delà des mots, il y a les gestes	p. 8
<i>Réseau In-Terre-Actif</i>	
Le code de la famille au Mali	p. 9
<i>Abdou Koné et Tidiani Dionou</i>	
Seul contre tous	p. 10
<i>Luc Dufresne</i>	
Climat d'urgence	p. 11
Programmation des JQSI	p. 12
On ne fait pas la fête quand ça brûle chez les voisins	p. 14
<i>Comité Femmes et développement</i>	
Le Canada doit signer la déclaration sur les peuples autochtones	p. 15
Les élections, qu'os ça donne?	p. 16
<i>Claude Lacaille</i>	
Accepterez-vous la militarisation du Canada?	p. 18
<i>Brian Barton</i>	
Chronique culturelle	p. 20
Un système de santé différent	p. 22
<i>Pierre Lavergne</i>	
Nouvelles en vrac	p. 23
Stages courts	p. 24



Agence
canadienne de
développement
international

Canadian
International
Development
Agency

Relations
internationales

Québec



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Le Point est publié trois fois par année par le Comité de Solidarité/Trois-Rivières : 942, rue Sainte-Geneviève, Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
Tél. : (819) 373-2598 Téléc. : (819) 373-7892
www.cs3r.org comitedesolidarite@cs3r.org

Nous remercions toutes les personnes
qui ont contribué à la production de ce numéro.
Conception graphique et mise en page :

Jonathan Rivard - Impression : www.imprimage.ca

Tirage : 2 000 copies - Imprimé sur papier recyclé

Envoi de publication : enregistrement n° 488 151 / ISSN : 0828-7910

ÉDITORIAL

TROP C'EST TROP

“De tous les ennemis de la liberté publique, la guerre est peut-être le plus redoutable, car elle comprend et développe le germe de tous les autres. La guerre est le parent des armées; de celles-ci précèdent des dettes et des impôts... instruments bien connus pour amener la soumission de la majorité de la population à la domination de quelques-uns.” (James Madison, Observations politiques, 1795).



Brian Barton

Les dépenses militaires dans le monde ont atteint plus de 1,46 G\$ (1460 milliards \$) en 2008, soit une augmentation de 45 % en dix ans. Les États-Unis y contribuent près de la moitié, avec 41,5 % du total mondial. “La guerre au terrorisme” déclarée par George Bush a remplacé la guerre au communisme. Il y a un écart énorme entre ce que certains gouvernements sont prêts à allouer, d'une part aux moyens militaires pour “assurer la sécurité” et maintenir leur poids aux niveaux global et régional, et d'autre part pour combattre la pauvreté et promouvoir le développement durable. Un exemple : assurer un accès à l'eau potable et à de bons services d'assainissement de l'eau à toute la population du monde coûterait environ 22,6 milliards de dollars par an, soit 1,5 % des dépenses militaires mondiales. Quand on pense à l'impact de ces mesures sur la vie des familles dans le monde, c'est obscène! Comment pouvons-nous accepter ça?

Pouvons-nous espérer qu'aux États-Unis, Barack Obama renversera cette tendance? En dépit de son Prix Nobel, nous attendons toujours ses décisions, à la lumière de ses déclarations contradictoires. Et quelle voie prendra le gouvernement canadien, après des années de politique étrangère collée essentiellement sur celle des États-Unis? Maintenant, bien que le retrait des Forces canadiennes de l'Afghanistan soit prévu en 2011, le gouvernement Harper propose d'augmenter les dépenses militaires automatiquement pendant 20 ans afin d'atteindre un niveau de plus de 30 milliards \$ par année. (Voir l'article dans ce numéro). Ceci en dépit des critiques des Nations Unies au sujet des faibles efforts du gouvernement pour réduire la pauvreté au Canada, et le fait que l'aide aux pays en développement stagne à 0,3 % du Produit intérieur brut, moins de la moitié des 0,7 % du PIB promis il y a plus de trente ans. Le but de la puissance militaire canadienne a priorité sur la lutte contre la pauvreté ici et ailleurs.

Dans ces circonstances, le CS/TR, fort de l'appui reçu à sa demande du retrait des troupes canadiennes d'Afghanistan, a décidé d'élargir cette campagne et de dénoncer la militarisation inouïe du Canada. Cette nouvelle campagne sera lancée dans les prochains jours, soutenue par une série d'informations, autant concernant les divers volets de la militarisation du Canada – les discours idéologiques, le gaspillage de ressources, les tentatives d'endoctrinement et de recrutement des jeunes – que la négligence des besoins criants de la lutte contre la pauvreté, de la santé et de l'éducation. Nous chercherons l'appui du public et des organisations syndicales et communautaires, parmi d'autres, par divers moyens, dont la signature d'une carte postale au Premier ministre et d'une pétition en ligne.

Bien qu'il existe différentes conceptions du rôle des forces armées dans un pays qui se veut démocratique et dévoué à la paix, le CS/TR considère que nous pouvons envisager un niveau suffisant pour protéger le territoire et pour participer, au besoin et avec l'appui de la population, à de vraies opérations de paix des Casques bleus de l'ONU. Quel budget sera nécessaire? Le niveau doit être sujet à un débat franc et public. Entre-temps, on peut prendre comme premier objectif une réduction des dépenses militaires au niveau fixé en 1997-1998, soit 11,3 G\$ en dollars de 2009, avec la perspective d'autres réductions ensuite. Aujourd'hui, la pauvreté et l'exclusion sociale sont les plus grandes menaces à notre sécurité et à la paix mondiale. La lutte à la pauvreté doit être la priorité du gouvernement du Canada.

Éliminons le gaspillage des dépenses militaires excessives!

Brian Barton

N'oublions pas l'Afrique!

L'Afrique se retrouve toujours dans la tourmente et rien ne semble indiquer que la situation va changer dans un avenir rapproché pour ce continent « oublié » de près d'un milliard d'habitants. Élections sur fond de fraude électorale au Gabon, crise politique et émeutes à Madagascar, lundi sanglant le 28 septembre à Conakry en Guinée, rébellions en RDC, famine en Afrique de l'Est, massacres au Darfour, etc.

La Somalie est morcelée et ne dispose toujours pas d'un État digne de ce nom et plusieurs pays sont aux prises avec des rébellions islamistes. Continent le plus frappé par le VIH/sida, l'Afrique est aussi un continent jeune avec 45 % de ses habitants qui ont moins de 15 ans. Avec les effets combinés des trois crises (alimentaire, financière et économique) que nous traversons toujours et les promesses des gros problèmes à venir avec les changements climatiques, l'espoir semble bien mince pour ces millions de jeunes africains. Toutes ces raisons et bien d'autres militent pour qu'on n'oublie pas les Africains et qu'on poursuive les efforts de solidarité.

Pour en savoir plus sur l'Afrique, consultez le site Internet www.jeuneafrique.com

Indice de développement humain Canada 4^e/Afghanistan 181^e

Selon le dernier rapport mondial sur le développement humain publié par l'ONU au début d'octobre 2009, le Canada demeure dans le peloton de tête des pays où il fait le mieux vivre dans le monde. L'indice de développement humain classe les pays en fonction non pas seulement des seuls critères économiques, mais également - et surtout - en fonction de critères reliés à l'éducation, à la santé, aux droits des femmes, etc. L'Afghanistan, le pays qui reçoit la plus grosse part du budget canadien d'aide au développement, se classe au 181^e rang... sur 182. Pour le Canada, qui a déjà trôné fièrement en tête du palmarès en 2000, il s'agit d'une baisse. L'Afghanistan a toujours pour sa part trainé à la queue du portrait dressé par l'ONU, mais il demeure qu'en 1990, soit bien avant l'invasion du pays par les forces de l'OTAN et l'intervention des soldats canadiens, il se classait tout de même 121^e sur 130 pays.

On peut consulter le rapport complet à l'adresse Internet suivante : www.hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2009

Honduras : au bord de l'insurrection

Les familles de l'oligarchie bananière, avec les forces armées entraînées par l'École des Amériques, ont expulsé le président Manuel Zelaya le 28 juin dernier. Lui-même issu de l'oligarchie, le président déchu a déployé en exil une intense activité diplomatique et reçu un appui solide de ses alliés, à savoir le Brésil, le Venezuela, le Salvador, le Nicaragua et le Costa Rica. Durant ces 86 jours déployés à voyager et à faire des alliances, il a pu compter sur une logistique de sécurité, car le risque était énorme qu'il soit assassiné. Son retour secret au Honduras, un territoire intensément surveillé, jusqu'à l'ambassade du Brésil, suppose qu'il y a des défections à l'intérieur du régime en place et son courage a stimulé la mobilisation populaire.



Le président démocratiquement élu Manuel Zelaya

Après les récents coups d'État planifiés par les oligarchies du Venezuela et de Bolivie contre leurs présidents démocratiquement élus, avec appui officieux des États-Unis, voici que la mise en échec des putschistes honduriens représente un défi stratégique pour toute l'Amérique latine. Mais si le dialogue entre les partis n'aboutissait pas, le Honduras se retrouverait au bord d'un conflit à grande échelle et la possibilité d'une insurrection populaire pourrait bien déjouer les stratégies des chancelleries. La résistance doit se préparer à une lutte prolongée.

L'AIDE CANADIENNE AU

DÉVELOPPEMENT : UN VIRAGE INQUIÉTANT

PARU DANS L'EMI EN BREF

NUMÉRO 51 – JUILLET 2009

En février dernier, Bev Oda, ministre de la Coopération internationale, annonçait sans préavis une première modification dans les orientations de la politique de son ministère : parmi quelques 65 pays qui reçoivent du Canada de l'aide publique au développement, 20 pays plutôt que 25 jusqu'à présent, seront considérés comme prioritaires. Première surprise : huit pays africains très pauvres sont exclus de la liste alors que deux pays d'Amérique latine, la Colombie et le Pérou, y sont ajoutés, ceux-là mêmes qui ont signé récemment un accord de libre-échange commercial avec le Canada. L'attention des médias a surtout porté sur cette « nouveauté » de l'aide mais a négligé le virage inquiétant de cette nouvelle orientation.

Depuis, différentes déclarations de la ministre nous apprennent que la politique d'aide au développement est en pleine transformation. Ainsi, de nouveaux critères dans le choix des pays de concentration, à qui seront destinés 80% des 1,5 \$ milliard de l'aide bilatérale*, ont été définis. Ce sont : les besoins du pays, la capacité de livrer l'aide de manière efficace et le support à la politique étrangère du Canada. Ces nouveaux critères donnent une idée des priorités du présent gouvernement. Par exemple : le revenu par habitant au Cameroun, pays rejeté de la liste, est trois fois plus faible que celui de la Colombie. Par contre, les échanges commerciaux du Canada avec le Cameroun s'élèvent à 27\$M contre 1,3\$ milliard pour la Colombie...

Que l'Amérique latine soit devenue une priorité de la politique étrangère canadienne n'est pas une surprise. Le premier ministre Harper l'avait annoncé dès 2007. L'étonnant, c'est que l'aide au développement devienne un instrument, parmi d'autres, dans la politique commerciale canadienne envers l'Amérique du Sud. Mais d'autres changements sont à prévoir.

Dans une entrevue donnée à la revue Embassy, la ministre s'en est pris à ses propres fonctionnaires de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) de même qu'aux organismes de coopération internationale, davantage préoccupés, d'après elle, à dépenser la totalité du budget annuel de l'Agence qu'à obtenir des résultats concrets en terme de développement. Elle annonçait du même coup qu'aucun financement additionnel ne sera alloué tant qu'une évaluation, projet par projet, pays par pays, ne sera effectuée par son cabinet, procédé déjà expérimenté alors qu'elle était à la tête d'Héritage Canada. Il faudra voir maintenant ce qu'entend la ministre par résultat de développement et surtout si le gouvernement continuera d'accroître, comme promis, son budget d'APD, maintenant à 0,31% du produit intérieur brut (PIB), loin de la moyenne des autres pays membres de l'OCDE qui y consacrent 0,45% de leur PIB.

Ces déclarations n'ont donné lieu, pour le moment, à aucune décision concrète mais remettent en cause plusieurs engagements internationaux du Canada vis-à-vis de l'orientation de l'APD, comme l'adoption en 2000 des Objectifs de développement du millénaire, ou la signature, en 2005, de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Ces déclarations de principes fixaient clairement la lutte à la pauvreté comme l'objectif premier de l'aide. Au pays, la Loi sur la responsabilité en matière d'aide au développement (C-293), votée au Parlement en juin 2008, établissait officiellement trois objectifs à l'aide : contribuer à la réduction de la pauvreté, tenir compte des points de vue des pauvres et respecter les normes internationales en matière de droits de la personne. La ministre Oda a déclaré qu'elle n'avait nullement l'intention de faire cesser d'exister l'ACDI. Mais en modifiant ainsi son rôle, la raison première de l'aide canadienne risque de disparaître.

L'AIDE INTERNATIONALE POUR LE RESPECT DES DROITS HUMAINS



www.aqoci.qc.ca

Campagne de l'AQOCI
Participez en grand nombre!

L'AIDE INTERNATIONALE POUR LE RESPECT DES DROITS HUMAINS

Le mal-développement n'est ni naturel ni une fatalité. C'est une violation des droits humains qui découle de choix politiques.

Il est inacceptable que dans un monde qui produit de plus en plus de richesse, la situation économique et sociale de nombreux pays se dégrade sans cesse :

- > Plus de 925 millions de personnes, majoritairement des femmes et des enfants, souffrent de sous-alimentation;
- > Pas moins de 6 millions d'enfants meurent chaque année par manque de soins médicaux;
- > 2.6 milliards de personnes (plus de 40% de la population mondiale) n'ont pas accès à l'eau potable et à des installations sanitaires suffisantes;
- > Les budgets de l'aide mondiale représentent 50 milliards \$/an alors que les dépenses militaires mondiales s'élèvent à 1 035 milliards \$/an.

Le Canada, parmi les pays riches de la planète, est loin d'avoir respecté son engagement et atteint l'objectif de l'ONU qui est de consacrer au moins 0,7% de son produit national brut (PNB) à l'aide publique au développement destinée aux pays du Sud. Pire encore, le Canada recule. L'aide canadienne qui était de 0,5% en 1991-92 plafonne à 0,3% en 2008. Les réinvestissements consentis ces dernières années sont insuffisants dans le contexte. Au rythme actuel, le Canada n'atteindra l'objectif modeste du 0,7% qu'en 2033.

AQOCI



Pour recevoir d'autres cartes postales à signer et à faire parvenir au gouvernement fédéral, veuillez vous adresser à la Chargée des communications: 514-871-1086 poste 205, communications@aqoci.qc.ca



Le Canada peut et doit faire plus pour la lutte contre la pauvreté

L'aide internationale ne peut être soumise aux aléas de la conjoncture des pays riches (crise politique, financière ou autre). Nos conditions de vie dépendent de plus en plus de celles des autres peuples. Le développement est un droit pour tous. Nous avons donc une responsabilité collective de soutenir davantage les efforts pour l'éradication de la pauvreté dans le monde.

Je, soussigné(e) citoyen(ne) québécois(e), demande au gouvernement de consacrer l'aide à l'éradication de la pauvreté, d'augmenter les budgets consacrés à l'aide canadienne et d'adopter un échéancier permettant l'atteinte de l'objectif minimal du 0,7% du revenu national brut d'ici 2015.

Nom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Signature : _____

Se poste
sans timbre
au Canada

Très honorable Premier ministre
Chambre des communes
Édifices du Parlement
Ottawa (Ontario)
K1A 0A9

CRISE SOCIALE : POUR QUI FONCTIONNE L'ÉCONOMIE?



Des dizaines de milliers de personnes sont touchées par le chômage au Canada.

YVES LAWLER

Depuis le début de la crise, les médias attirent l'attention des citoyens sur son aspect économique. Va-t-elle s'aggraver? Y a-t-il un signe de reprise? Le suspens est entretenu comme s'il ne s'agissait que d'une partie de Monopoly. Et pourtant, l'aspect le plus dramatique est certes la profonde crise sociale qui frappe l'ensemble de la planète.

Les grands perdants dans une crise du capitalisme dans les pays développés, ce sont les travailleurs. Partout, nous assistons à un recul des conditions de travail, à des compressions salariales et à des mises à pied massives. Aux États-Unis, le chômage a quadruplé en deux ans pour atteindre 12 % en mars. La faim menace plus de 3,5 millions d'enfants de moins de cinq ans. À la fin de l'année, environ 50 millions de personnes seront en très grande précarité.

Au Canada, depuis octobre, le taux de chômage s'est accru de 2,3 % pour s'établir à 8,6 %, soit le taux le plus élevé en 11 ans. Mais ce chiffre n'inclut pas les chômeurs « découragés », qui souhaitent ardemment travailler, mais qui ont cessé de rechercher activement un emploi parce qu'ils sont persuadés qu'il n'y a pas d'emplois disponibles. En temps de récession, ils sont des dizaines de milliers à ne pas faire partie des statistiques officielles du chômage, d'où la sous-évaluation du taux de chômage. Ces chômeurs découragés sont néanmoins privés de revenu, ne satisfaisant pas les conditions serrées d'accès aux prestations « d'assurance-emploi ». L'appauvrissement de la population qui en résulte s'accompagne de

nombreux problèmes sociaux et de santé. Selon un sondage Ipsos Reid de juin, les pressions financières amènent 16 % des Canadiens à sauter des repas, empêchent 23 % de dormir, stressent grandement 40 % de la population et amènent 14 % des Canadiens à retarder l'achat de médicaments d'ordonnance.

L'ampleur de cette crise a-t-elle fait réfléchir nos dirigeants politiques sur la mondialisation néolibérale, cause de la dépression? Non! Ils ont adopté des mesures de sortie de crise qui ne cherchent qu'à socialiser les pertes pour assurer la survie d'un système basé sur la propriété privée des secteurs stratégiques de l'économie. Le résultat : un fossé de plus en plus profond entre les riches et le reste de la population. Il revient au peuple de changer la direction politique.

Dans ce sens, l'Assemblée des mouvements sociaux de partout dans le monde a proposé, lors du Forum social mondial de 2009, une large mobilisation populaire pour obtenir entre autres la nationalisation sous contrôle social du secteur bancaire et la réduction du temps de travail, sans réduction de salaire. Quand commençons-nous?

Pour en savoir plus :
Le monde diplomatique, août 2009
(www.monde-diplomatique.fr)
et www.mondialisation.ca

LE POINT SUR UNE UTOPIE : LA DÉMOCRATIE

L'IGNORANCE, L'ARGENT ET L'AUTISME SOCIAL; INGRÉDIENTS D'UN OBSCURANTISME À VENIR.

MARIO LEMELIN

« *Nous sommes forts. Nous allons de l'avant pour défendre la liberté et tout ce qui est juste et bon dans notre monde* » (George W Bush)

La démocratie (du grec demos – le peuple et kratos – pouvoir) n'est pas le fruit d'une génération spontanée. Quand Dracon, en l'an 621 av. J.-C., édicte les premières lois écrites athéniennes instaurant une justice commune valable pour tous, le but premier était d'apaiser les tensions entre le peuple et les aristocrates.

Il faudra attendre plus de 100 ans avant que Clisthène, un aristocrate rallié au parti populaire, établisse les fondements de la démocratie : égalité devant la loi, liberté de parole pour tous, implication du peuple dans les affaires publiques, un conseil délibératif dont les membres sont tirés au sort parmi les citoyens volontaires, chaque année. Ils ne peuvent être sur le conseil plus de deux fois. Toutefois, la citoyenneté est limitée aux hommes en âge d'être soldats, pouvant s'armer à leurs propres frais, libres de naissance et de parents « purement » athéniens. Quand Philippe II de Macédoine envahit la Grèce en 338 av. J.-C., c'est la fin de cette démocratie.

Périodiquement, cette forme de gouvernance tentera de renaître, mais elle sera réprimée, généralement dans la violence. Il faudra attendre le 4 août 1789 pour la voir renaître comme système politique. Les « sujets » sont maintenant appelés des « citoyens ». En 1784, Kant se pose la question : « Vivons-nous actuellement dans un siècle éclairé? Non, mais bien dans un siècle en marche vers les lumières »¹. Avait-il raison? Contrairement au système instauré par Clisthène, qui exigeait des citoyens une connaissance de la gestion de la cité au plan administratif et politique, le siècle des Lumières est d'abord et avant tout le travail d'une élite intellectuelle, coincée entre l'idéal de la démocratie et les intérêts de leurs propres commanditaires. Le « citoyen » en général n'est pas éduqué. Cela a pour conséquence qu'on gouverne les citoyens avec peu d'esprit, car ce dernier se gouverne par l'opinion. La manipulation de l'information à l'avantage de l'élite est monnaie courante.

L'écrivain Jean-Jacques Rousseau, au nom de l'égalité

et des droits naturels, insiste sur les bienfaits du suffrage universel. Un « universel », il faut bien le dire, assez restreint, quand on pense au droit de vote des femmes, des Noirs, etc. Paradoxalement, Rousseau considère « qu'en se donnant des représentants, c'est-à-dire en déléguant le temps d'un mandat son pouvoir législatif, le peuple abdique sa souveraineté et renonce à sa liberté »².

Thomas Jefferson est lui aussi un enfant des Lumières. Il croit aux vertus de la raison et de l'éducation. Pour lui, démocratie et ignorance ne peuvent coexister. Il estime [la liberté de presse] « nécessaire à la bonne marche de la démocratie, à la formation du citoyen et de l'opinion publique »³. Qu'en est-il maintenant?

Nous vous invitons à lire la version
intégrale de cet article au www.cs3r.org



¹ Kant. Qu'est-ce que les Lumières? 1784

² http://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9mocratie_repr%C3%A9sentative

³ http://fr.wikipedia.org/wiki/Thomas_Jefferson#Jefferson.2C_un_homme_des_Lumi.C3.A8res

« AU-DELÀ DES MOTS, IL Y A LES GESTES »

CAMPAGNE DE SOLIDARITÉ LANCÉE PAR LE RÉSEAU IN-TERRE-ACTIF



Le Mali, pays d'Afrique de l'Ouest comptant près de 13 millions d'habitants, est un État pour qui le climat représente un lourd obstacle au développement. En effet, depuis plus de 30 ans, des sécheresses répétées y sévissent et alourdissent les conditions de vie des Maliens. À l'heure actuelle, l'ONU estime que la sécheresse

et ses conséquences sont les défis humanitaires les plus importants auxquels le pays doit faire face. Un des impacts les plus tangibles de cette situation est le phénomène de désertification massive qui en découle.

La désertification constitue une dégradation de la terre dans les zones arides, semi-arides et arides semi-humides. En d'autres termes, c'est l'appauvrissement de terres fertiles, aujourd'hui réduites à l'état de désert. Les facteurs pouvant causer ce phénomène sont nombreux : déforestation, surpâturage, pratiques agricoles inadéquates, pauvreté, sans oublier la pollution. Il faut comprendre que les changements climatiques actuels ne sont pas étrangers à la problématique qui touche la région du Mali. Plus on pollue et on émet de gaz à effet de serre (GES), plus le réchauffement planétaire se fait ressentir, plus la fréquence des sécheresses dans les zones arides augmente et plus le sol se désertifie.

Présentement, en sol malien, ce sont les 2/3 des terres totales et 85 % de la population qui sont menacés. Les impacts sont substantiels : diminution de la production agricole, insécurité alimentaire, pénurie d'eau potable, migrations massives des populations touchées... et une facture annuelle mondiale de plus de 45 milliards de dollars pour lutter contre les conséquences de ce phénomène.

La désertification au Mali n'est pas une fatalité; c'est plutôt le résultat de pratiques humaines dévastatrices et d'absence de volonté politique pour faire face à la situation. C'est pourquoi le Réseau In-Terre-Actif du

Comité de Solidarité/Trois-Rivières, en collaboration avec l'organisme malien Kilabo, a lancé la campagne « Au-delà des mots, il y a les gestes ». La campagne vise d'abord à sensibiliser la population, particulièrement le milieu scolaire, aux impacts de la désertification en tant que conséquence du réchauffement planétaire mondial. De plus, en amassant des fonds, les participants permettront de construire une trentaine de puits qui alimenteront les villages et les parcelles maraîchères de la communauté de Ouelessebouyou. Par cette initiative, ce sont les conditions de vie de 7000 Maliens qui seront améliorées.

Dans le cadre de la campagne, les jeunes de toutes les écoles participantes seront appelés à participer à un projet de solidarité internationale concret, tout en faisant l'acquisition d'un bagage de connaissances pertinentes sur les thèmes de la désertification, des changements climatiques et de la consommation responsable. Ceux-ci seront alors outillés pour devenir des leaders dans leur milieu et ainsi sensibiliser leur entourage à l'importance de gérer adéquatement nos ressources naturelles et de favoriser des habitudes de vie ne mettant pas en péril la santé de la planète. Ces objectifs seront réalisés par le biais de plusieurs actions et activités : présentation d'une expo-photos, rencontre avec des collaborateurs de Kilabo, projections de films/documentaires, kiosques, pétitions, mises en situation et jeux interactifs, etc. Un guide du participant, une animation, ainsi qu'un guide des comportements écoénergétiques ont également été élaborés par le Réseau In-Terre-Actif afin de permettre aux jeunes et aux intervenants scolaires de mener une campagne qui saura porter des fruits dans leur environnement.

**Le Réseau In-Terre-Actif, en solidarité avec le Mali...
parce qu'agir, c'est choisir le monde!**

**Pour en savoir davantage sur la campagne et le Réseau
In-Terre-Actif : www.in-terre-actif.com**

MALI - LE NOUVEAU CODE DES PERSONNES ET DE LA FAMILLE



Des femmes maliennes se mobilisent

ABDOU KONÉ ET TIDIANI DIONOU

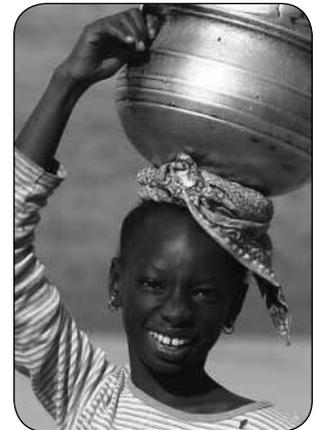
Les auteurs de l'article sont des stagiaires *Réciprocité* du programme Québec sans frontières et travaillent pour Kilabo, une organisation partenaire du CS/TR au Mali.

Le nouveau code des personnes et de la famille – portant 1 143 articles – a été adopté le 3 août 2009 par l'Assemblée nationale du Mali et renvoyé depuis devant elle par le président de la République, Amadou Toumani Touré, à la suite des pressions manifestées par la communauté islamique, le 22 août 2009, sur toute l'étendue du territoire contre une éventuelle promulgation. Ce nouveau code des personnes et de la famille cherche entre autres à établir un équilibre entre les enfants naturels et légitimes, et il exclut toute préférence liée au sexe dans l'héritage laissé par les parents.

Le code établit également l'équilibre entre les enfants mâles et femelles qui succèdent désormais sans discrimination aux biens laissés par leurs parents contrairement aux préceptes islamiques qui donnent une part plus importante aux hommes qu'aux femmes. Les règles de succession en droit musulman font une distinction des sexes, aussi bien dans la vocation successorale que dans le partage. Au regard de l'islam, la question de l'égalité entre la femme et l'homme ne se pose pas; l'homme et la femme ne sont pas identiques, chacun a ses caractéristiques et ses traits particuliers. L'islam considère que leurs rôles dans la société ne sont pas rivaux,

mais complémentaires. Le nouveau code met l'égalité entre les enfants en matière de succession. Ce privilège trouve son fondement, selon les initiateurs dans le souci d'ouverture aux valeurs universelles porteuses de progrès social et de conformité avec l'ordonnement juridique international. Par cette disposition, le nouveau texte institue, pour la première fois au Mali, les règles de la dévolution successorale alors que cette matière a été, jusque-là, régie par les règles coutumières et religieuses.

Dans ce nouveau code des personnes et de la famille, d'importantes innovations ont été apportées, notamment avec une protection certaine des enfants et des femmes. C'est dans cette polémique de tension que le chef de l'État a renvoyé ce nouveau document à l'Assemblée nationale pour une seconde lecture.



Il faut dire qu'au Mali, dans les foyers les plus traditionnels du pays, la femme doit se soumettre à son mari et lui obéir. Il est aussi à noter que plus de 90 % de la population malienne est de religion musulmane. Au vu de cette communauté musulmane, ce nouveau code des personnes et de la famille venait à installer une égalité entre le couple (époux et épouse) et du partage équitable du pouvoir de la gestion sur la famille. Ce qui ira à l'encontre des us et coutumes du peuple malien. Mais l'imminence de la révision du texte avec toutes les sensibilités du pays fera certainement du nouveau code l'une des lois les plus partagées par la société avant son adoption.

Ce code doit être nécessairement une œuvre de compromis solide entre les exigences d'une sauvegarde des traditions positives et croyances religieuses auxquelles le peuple malien reste attaché et la nécessité absolue d'ouverture aux exigences d'un État moderne.

SEUL CONTRE TOUS

ISRAËL MÈNE UNE CAMPAGNE DE DÉNIGREMENT CONTRE LES ORGANISATIONS

ENQUÊTANT SUR LE CONFLIT DE GAZA

LUC DUFRESNE

Le rapport empoisonné de la commission Goldstone des Nations Unies aura comme résultat que dorénavant tous ceux qui haïssent Israël célébreront l'antisémitisme. [...]. Des accusations sont portées précisément contre le pays qui protège l'éthique humanitaire et militaire davantage que tout ce que le monde a connu. Et, bien sûr, des pays éclairés et des organisations progressistes cherchent à priver Israël de son droit de riposter à la terreur.

C'est ainsi qu'Israël Harel, un des leaders des colons en Cisjordanie et chroniqueur du journal Haaretz, commentait le rapport de la commission mandatée par le Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies pour enquêter sur le conflit de Gaza en 2008-2009. Et de nombreuses réactions semblables à celle d'Israël Harel sont venues des autorités politiques, de plusieurs organisations et médias d'Israël.

Pourtant, les faits révélés par le rapport de la commission dirigée par Richard Goldstone, ancien juge de la Cour constitutionnelle d'Afrique du Sud et lui-même d'origine juive, étaient déjà bien connus et avaient fait précédemment l'objet de plusieurs autres rapports. Amnesty et Human Rights Watch, notamment, étaient arrivées aux mêmes constats.

Dans le rapport de la commission Goldstone, on accuse des groupes palestiniens d'avoir commis des crimes de guerre, et peut-être contre l'humanité, en tirant sur des populations civiles des roquettes qui ont tué 4 personnes et en ont blessé 285.

Mais le rapport est aussi très critique de l'offensive militaire israélienne. La mission a constaté que, pendant la période qui a précédé l'attaque militaire israélienne contre Gaza, Israël a imposé un blocus équivalent à un châtimement collectif et il a mené une politique systématique d'isolement progressif et de privation de la bande de Gaza. Au cours de l'opération militaire israélienne, du nom de code « Opération Plomb durci », des maisons, des usines, des puits, des écoles, des hôpitaux, des postes de police et autres bâtiments publics ont été détruits. Les familles vivent encore dans les décombres de leurs anciennes maisons, longtemps



Une colonie israélienne en territoire palestinien

après la fin des attaques, puisque la reconstruction a été impossible en raison de la poursuite du blocus.

B'tselem, une ONG israélienne qui a mené ses propres recherches, affirme que 1 387 Palestiniens ont été tués au cours des trois semaines de conflit. Parmi elles, « 773 n'ont pas pris part aux hostilités, y compris 320 mineurs et 109 femmes ». Parmi les personnes tuées, « 330 ont pris part aux hostilités et 248 étaient des agents de police palestiniens, pour la plupart tués dans des bombardements aériens de postes de police le premier jour de l'opération » israélienne. Des soldats israéliens ayant participé aux opérations ont affirmé que des civils ont été utilisés comme boucliers et que les instructions étaient de tirer sans se préoccuper des conséquences.

Face à tous ces rapports convergents et accablants, les autorités israéliennes ont lancé une virulente campagne de dénigrement de toutes les organisations qui ont mené des enquêtes sur le conflit de Gaza les accusant d'être biaisées, antisémites et de, sinon vouloir la destruction d'Israël, du moins chercher à le priver de toute possibilité de se défendre. Imperturbables, les Israéliens soutiennent que les seuls rapports fiables sur le conflit à Gaza sont ceux des autorités militaires israéliennes, que les civils tués sont des « dommages collatéraux » et que ce sont les combattants palestiniens qui doivent en être tenus responsables.

CLIMAT D'URGENCE

UNE JUSTICE CLIMATIQUE POUR PROTÉGER L'HUMANITÉ

LES 13^{ES} JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Les changements climatiques sont un enjeu planétaire qui ne connaît pas de frontières et qui n'épargne personne. Ce phénomène affecte déjà la vie de millions d'humains, et plus particulièrement les populations les plus pauvres des pays en développement. C'est dans cette perspective que l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) lance la 13^e édition des Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), afin que les citoyens et citoyennes se mobilisent pour lutter contre les changements climatiques, en solidarité avec les populations déjà touchées.

Les populations les plus pauvres, premières victimes

Les populations pauvres connaissent déjà des conditions de vie précaires, qui réduisent leur capacité à faire face aux chocs climatiques. Ainsi, leur accès limité à l'eau et à une bonne alimentation est encore plus menacé par les sécheresses et la modification des précipitations dues aux changements climatiques. De même, leur droit à la santé est menacé par la multiplication des épidémies. Les changements climatiques accentuent également les déplacements de population, notamment pour les habitants des petites îles peu à peu englouties par l'océan, de sorte que leur droit au logement et leurs droits culturels sont affectés.

Soutenir l'adaptation des pays en développement

Face aux impacts soudains sur les populations pauvres des pays en développement, l'adaptation aux changements climatiques est incontournable. Les communautés doivent se doter des outils qui leur permettront de prévoir les impacts des changements climatiques pour ne pas être prises au dépourvu : le renforcement des infrastructures (construction de digues et puits); l'accès à l'information météorologique; le développement de nouveaux moyens de subsistance; etc. Cependant, les pays en développement – qui ne sont d'ailleurs pas les premiers responsables des changements climatiques – n'ont pas les moyens de financer l'adaptation. Cette responsabilité doit être celle des pays riches, comme le Canada, qui doivent s'engager à contribuer au financement des politiques d'adaptation, en plus de poursuivre leurs efforts pour l'aide internationale au

développement. Il est également essentiel de soutenir les organismes de coopération internationale qui mettent en œuvre des projets d'adaptation auprès des communautés locales touchées par les changements climatiques.

Réduire nos émissions de gaz à effet de serre

Au rythme auquel le monde émet des gaz à effet de serre, l'humanité pourrait faire face d'ici la fin du siècle à une augmentation de 5 °C par rapport à la température de la planète avant la révolution industrielle. Une telle augmentation de la température impliquerait des impacts irréversibles. Les scientifiques établissent que l'augmentation de la température demeure inévitable, mais qu'il est possible de la maintenir à 2 °C, grâce à d'importantes réductions des consommateurs et consommatrices. Nous avons un rôle à jouer puisque nous pouvons modifier nos habitudes de transport, réduire nos besoins en énergie et notre consommation.

Urgence d'agir : saisir l'opportunité à Copenhague

Plus que jamais, la société civile partout dans le monde se mobilise pour la lutte contre les changements climatiques, à la veille d'une conférence internationale qui aura lieu en décembre 2009 à Copenhague. Cet événement sera décisif, puisqu'il est prévu que les États adoptent un accord pour faire suite au Protocole de Kyoto. Nous devons exiger que le gouvernement canadien s'engage avec les autres États sur des objectifs précis et à court terme, afin de réduire drastiquement ses émissions de gaz à effet de serre et de financer l'adaptation des pays en développement.





UNE JUSTICE CLIMATIQUE POUR PROTÉGER L'HUMANITÉ

13^e JOURNÉES QUÉBÉCOISES DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

4 > 15 Novembre 2009

Mercredi 28 octobre 2009

Congrès Jeunes Solidaires

(réservé au milieu scolaire)

13 h 30 à 18 h 30, COMSEP

1060, rue St-François-Xavier, Trois-Rivières

Entrée gratuite



Mercredi 4 novembre 2009

La construction verte : un investissement pour l'avenir

Déjeuner-conférence sur l'écoconstruction
Suzanne Rowley (Conseil au bâtiment
durable du Canada)

À la Chambre de commerce et d'industries
de Trois-Rivières

www.ccdtr.com

7 h 30, Hôtel Gouverneur

975, rue Hart, Trois-Rivières

Entrée 25 \$ pour les membres, 35 \$ non-membres

Réservation : (819) 375-9628



Jeudi 5 novembre 2009

Projection du film : « À la dérive »

En présence du réalisateur Patricio Henriquez
Ciné-Campus

www.troisrivieresplus.net

19 h, Séminaire St-Joseph (Ciné-Campus)

858, rue Lavolette, Trois-Rivières

Entrée gratuite

Dimanche 8 novembre 2009

Pour sortir de l'impasse : la décroissance

Rencontre d'auteur : Serge Mongeau

En compagnie de Patricia Powers

11 h, Librairie Clément Morin

4000, boul. des Forges, Trois-Rivières

Entrée gratuite



Lundi 9 novembre 2009

Foire aux vêtements

10 h à 14 h, Cégep de Trois-Rivières

Pavillon des Humanités, au Loft et à la cafétéria

Entrée gratuite

Mardi 10 novembre 2009

L'économie sociale et solidaire (COMSEP)

Conférence de Christian Daigneault

11 h à 12 h, Cégep de Trois-Rivières

Au pavillon des Humanités, local HA 2315

Entrée gratuite



Mercredi 11 novembre 2009

Comment réduire notre dépendance au pétrole?

Conférence de Cédric Chaperon (Regroupement
des conseils régionaux de l'environnement)

À la Jeune chambre de commerce de la Mauricie

info@jccm.qc.ca

7 h 30, Hôtel Gouverneur

Entrée : 15 \$ + taxes membres

25 \$ + taxes non-membres

Réservation : (819)-372-1411



Mercredi 11 novembre 2009

« Développement durable : de la théorie à l'action! »

Conférence de Steven Guilbeault

19 h

Théâtre du Cégep de Trois-Rivières

Entrée 5 \$, gratuit pour les étudiants

sur présentation de la carte étudiante

Jeudi 12 novembre 2009

Conférence sur les changements climatiques

Conférence de Gérard Croteau de Pensons climat!

www.pensonsclimat.org

11 h 45 à 12 h 45, à l'amphithéâtre du Cégep,

Pavillon des Sciences

Entrée gratuite

Pour information, consultez le site Internet du CS/TR :

www.cs3r.org

819-373-2598

CLIMAT D'URGENCE



Jeudi 12 novembre 2009

Projection du film: « Les réfugiés de la planète bleue »

Suivi d'une intervention de Gérard Croteau
Pensons climat! (www.pensonsclimat.org)
19 h, Ciné-Campus
www.troisrivieresplus.net
858, rue Laviolette, Trois-Rivières
Entrée gratuite



« Sauvez la planète avec votre fourchette »

Conférence de la nutritionniste
Anne-Marie Roy
19 h, Collège de Shawinigan
Réservation : (819) 379-8054
Entrée 10 \$

Vendredi 13 novembre 2009

Dégustation de bières des microbrasseries locales et des produits du terroir

15 h à 17 h, au Cégep de Trois-Rivières
Pavillon des Humanités, Loft
Entrée gratuite
Dégustation entre 5 \$ et 10 \$

Samedi 14 novembre 2009

Activité de planification des transports durables de Trois-Rivières

Atelier multidisciplinaire
9 h à 16 h, CÉGEP de Trois-Rivières
3500, rue De Courval, Trois-Rivières
Inscription et information Vire-vert : (819) 840-0460
Entrée gratuite

Samedi 14 novembre 2009

Le développement durable, un défi rassembleur!

Forum de la Réserve mondiale de la biosphère du Lac St-Pierre
8 h à 17 h 15, Auberge de la Rive
165, chemin Sainte-Anne, Sorel-Tracy
Pour information : (450) 783-6466
Entrée : 10 \$ pour les étudiants et 30 \$ pour les adultes

La situation au Canada :

À travers le protocole de Kyoto, le Canada s'est engagé à réduire d'ici 2012 ses émissions de gaz à effet de serre d'au moins 6 % par rapport au niveau de 1990. Cependant, en 2007, les émissions du Canada étaient de 26,2 % au-dessus du niveau de 1990.

Urgence d'agir : saisir l'opportunité à Copenhague

À la veille d'une conférence internationale qui aura lieu en décembre 2009 à Copenhague, la société civile partout dans le monde se mobilise pour la lutte contre les changements climatiques, afin que tous les États adoptent un accord pour faire suite au Protocole de Kyoto. Nous devons exiger que le gouvernement canadien s'engage avec les autres États sur des objectifs précis et à court terme, afin de réduire drastiquement ses émissions de gaz à effet de serre et de financer l'adaptation des pays en développement. Signez la pétition en ligne <http://www.aqoci.qc.ca/jqsi2009>

Coordination générale :

Comité de Solidarité/Trois-Rivières

Comité de coordination :

Centre de formation communautaire de la Mauricie
Forum Jeunesse Mauricie
Coalition verte
Réserve de la biosphère du Lac St-Pierre
ÉCOF
Vire-vert
Mouvement vert de la Mauricie
Comité mauricien d'Équiterre
CIBES
AGE du CÉGEP de Trois-Rivières
CDC de Trois-Rivières
Comité d'action internationale du syndicat des professeurs du CÉGEP de Trois-Rivières

Collaborateurs :

Restaurateurs de la région
CÉGEP de Trois-Rivières
Collège de Shawinigan
Chambre de commerce et d'industries de Trois-Rivières
Jeune chambre de commerce de la Mauricie
Librairie Clément Morin
Ciné-Campus

Un Canadien moyen émet 20 tonnes de CO₂ par année, soit autant que cinq Chinois et autant que 200 Tanzaniens.

« ON NE FAIT PAS LA FÊTE QUAND ÇA BRÛLE CHEZ LES VOISINS »

LETTRE OUVERTE DU COMITÉ FEMMES ET DÉVELOPPEMENT PARUE DANS LE DEVOIR ET DANS LE NOUVELLISTE



En solidarité avec nos sœurs congolaises

La République démocratique du Congo est marquée depuis les 15 dernières années de conflits qui perdurent et ses habitants sont victimes de violences atroces qui laissent pourtant de glace la communauté internationale. L'ONU estime que depuis 1996, les guerres au Congo ont causé 5.4 millions de morts, soit presque sept fois plus de morts au total que le génocide rwandais.

Au Sud-Kivu, une province à l'est du pays, il y a eu 14 200 viols enregistrés en deux ans. À la suite de ces viols, la moitié des femmes sont devenues enceintes et le quart d'entre elles ont contracté le VIH. Le viol est une arme de guerre répandue et l'impunité est quasi totale. Ces agressions, en plus de détruire physiquement et psychologiquement les femmes, engendrent un désarroi total dans ces communautés dont elles sont les piliers. Le tissu social se désagrège peu à peu pour laisser la place au chaos.

Dans ce climat de guerre, la population est constamment aux aguets. La souffrance et la peur font partie du quotidien, au même titre que la faim engendrée

par la pauvreté extrême. En effet, le Congo est un des pays les plus pauvres au monde, malgré le fait qu'il regorge de nombreuses richesses naturelles.

Les gouvernements et les médias gardent sous silence les injustices et surtout les intérêts des entreprises et des grandes puissances dans ces conflits. Comment peut-on, en tant qu'êtres humains, cautionner une telle situation? Car c'est ce que nous faisons par notre inaction.

Heureusement, des gens agissent! Des groupes de femmes congolaises se mobilisent; elles sont prêtes à mettre leur vie en danger pour supporter leurs sœurs dans la douleur. Elles poursuivent avec ardeur la lutte contre les injustices et le déshonneur de la femme.

C'est pourquoi nous nous devons, en tant que femmes du Québec, de souligner la gravité de leur situation, afin de lutter à leurs côtés. C'est grâce au partage de l'information que dorénavant, leur souffrance sera connue dans le monde.

LETTRE À STEPHEN HARPER

LE CANADA DOIT SIGNER LA DÉCLARATION SUR LES PEUPLES AUTOCHTONES

LETTRE OUVERTE PARUE DANS *LE DEVOIR*,
ÉDITION DU MARDI 15 SEPTEMBRE 2009

Au cours des deux dernières années, les soussignés se sont réunis lors du Séminaire nordique autochtone d'Aventures Ashini à la rivière George au nord du Québec, en territoire innu. Tous exhortent le gouvernement de se rallier à la majorité des pays membres de l'ONU et de signer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. Au terme de près de 25 ans de négociations, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones était adoptée par 144 pays membres de l'ONU le 13 septembre 2007, et ce, malgré l'opposition de quatre pays, soit l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Canada.

Avec le renversement de sa décision initiale et son adhésion le 3 avril dernier à la Déclaration, l'Australie a tracé la voie à la Nouvelle-Zélande et aux États-Unis qui ont depuis indiqué qu'ils étaient en processus de reconsidérer également leur adhésion à la Déclaration. Tout porte à croire que le Canada, qui se présente comme un pays modèle des droits de la personne, deviendra sous peu le seul pays membre de l'ONU à ne pas reconnaître officiellement les droits fondamentaux des peuples autochtones dans le seul document universel qui en traite spécifiquement.

Déjà, la Bolivie et le Népal ont manifesté leur désir de mettre en oeuvre la Déclaration. La Bolivie en en faisant une loi nationale, le Népal en s'en inspirant dans la rédaction de sa nouvelle constitution. Dans un esprit de mise en oeuvre de la Déclaration, le Danemark et les Inuits du Groenland ont décidé d'amorcer un nouveau partenariat basé sur la reconnaissance mutuelle.

Comme l'a dit le Rapporteur spécial sur la situation des droits humains et libertés fondamentales des peuples autochtones, le professeur James Anaya, la Déclaration représente la compréhension commune des normes minimales internationales quant aux droits des peuples autochtones. L'adoption de la Déclaration est en voie de consolider un esprit de dialogue entre représentants gouvernementaux et autochtones comme en témoigne la dernière session du Mécanisme d'experts sur les droits des peuples autochtones, tenue à Genève en août dernier.

Le refus du Canada d'appuyer la Déclaration le place en marge de la communauté internationale. Cette situation est d'autant plus embarrassante, qu'avant votre arrivée au pouvoir, le Canada était un leader respecté du Groupe de travail chargé d'élaborer la Déclaration, ce qui ne laissait aucunement présager une telle volte-face.

L'opposition systématique du gouvernement canadien se fait en dépit de l'appui unanime des autochtones du pays à la Déclaration. Ceux-ci n'ont d'ailleurs pas été dûment consultés, comme l'exigent les obligations constitutionnelles du gouvernement envers les peuples autochtones et leurs droits, selon l'interprétation de la Cour suprême du Canada de l'article 35 de la constitution de 1982. Elle se fait également malgré la motion adoptée par la Chambre des communes le 8 avril 2008, relative à la Déclaration et appelant le Parlement et le gouvernement à « mettre en oeuvre complètement les normes qui y sont contenues », et pour laquelle vous avez une fois de plus persisté dans votre opposition.

En tant que représentants de la société civile, non-autochtones, autochtones et élus, nous, soussignés, vous exhortons de nouveau à emboîter le pas au reste de la planète, à revoir votre position, à appuyer la Déclaration et ainsi à respecter la volonté de la majorité des citoyens exprimée notamment par ses parlementaires représentants de la société civile, organisations autochtones et de droits de la personne.

Ont signé ce texte : Anne-Marie André, Sylvain Archambault, Elisabeth Ashini, Serge Ashini Goupil, Manon Barbeau, Geneviève Baril, Christopher Beck, Éric Berthelot, Jean Blanchard, Camil Bouchard, Jean-Sébastien Bouchard, Philippe Dancause, Danielle Descent, Alexandre Germain, Serge Giguère, Mario Gros-Louis, Louis-Edmond Hamelin, Larry Innes, Guylaine Lacerte, Marc Lemay, Jean-Philippe L. Messier, Nicolas Mainville, Suzann Méthot, Martin Ouellet, Jacques Pagé, Jean-Michel Perron, Ghislain Picard, Marc Plourde, Dominique Potvin, Roméo Saganash, Nathalie Schneider, Evelyne St Onge, Joanie St-Pierre, Jean St-Onge, Maxime Volland.

LES ÉLECTIONS, QU'OS ÇA DONNE?

CLAUDE LACAILLE

Nos médias ont l'œil sur Ottawa et ergotent à savoir quand va tomber le gouvernement Harper. Les partis d'opposition sont ambivalents : ils détestent les conservateurs, mais ne sont pas sûrs de pouvoir les battre et ne veulent surtout pas porter la responsabilité d'une élection. On clame que le bon peuple (ça, c'est nous!) ne veut pas d'élections. Les lignes ouvertes et les tribunes discutent de la baisse constante du taux de participation depuis 20 ans : à les entendre, la population serait cynique et se désintéresserait de la politique.

Bonnes et mauvaises élections

Si on regarde la scène internationale, la situation est loufoque. On veut imposer partout notre belle démocratie de civilisés : on organise des élections en Afghanistan en pleine guerre d'occupation; le gouvernement d'Irak convoque à des élections dans un climat de guerre civile où les factions s'affrontent violemment.

La Palestine a réalisé des élections législatives et le Hamas, mouvement de résistance islamique, a été élu avec 56 % des voix; que mal leur fasse, ils sont classés comme des terroristes et l'élection n'est pas reconnue par la « communauté internationale », c'est-à-dire les États-Unis et leurs alliés. Les élections algériennes à l'Assemblée nationale de 1991 furent annulées par un coup d'État militaire après le premier tour, déclenchant la guerre civile algérienne. Le Front islamique du salut était sur le point de remporter les 2/3 des sièges et risquait de mettre fin à la démocratie.

Au Venezuela, le président Chavez est considéré comme le Satan à abattre à cause de son anti-impérialisme et de ses positions socialistes. En 1999, Chavez sortait victorieux de l'élection présidentielle avec 56 % des voix. En l'an 2000, il est réélu président avec 59,5 % des voix; en 2002, Hugo Chavez est arrêté et séquestré par les militaires, et un nouveau gouvernement autoproclamé est mis en place. Le lendemain, le peuple de Caracas prend la rue, met dehors les putschistes et libère le président de sa prison. En 2004, l'opposition demande un référendum révocatoire contre Chavez; sous surveillance internationale, 59 % de la population dit non à la révocation du président. En décembre 2006, Hugo Chavez est réélu à la présidence avec 63 % des votes. Malgré ces scores impressionnants,



contrôlés par la communauté internationale, Chavez est l'homme à abattre en Occident. La question à se poser? Serait-ce qu'une élection est réussie quand elle élit des gouvernements pro-occidentaux et viciée quand les élus ne se soumettent pas à l'empire étasunien?

... du peuple, par le peuple, pour le peuple

Le président Abraham Lincoln définissait la démocratie comme « le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». On devrait donc attendre d'un gouvernement démocratique qu'il prenne des décisions pour le bien commun de tout un peuple et non pas pour garantir sa propre stabilité. Qu'est-ce qui se passe en réalité? Lors du Congrès constitutionnel de Philadelphie présidé par George Washington en 1787, James Madison, l'un des principaux idéologues, écrivait que le pouvoir de l'État devait servir à « protéger la minorité des opulents contre la majorité ». On n'a jamais dévié de cette consigne. Le vice-président Dick Cheney à qui l'on demandait pourquoi il supportait le

prolongement de la guerre en Irak alors que la population y était fortement opposée, répliqua simplement : « And so what? Et après? »

Le bien commun, c'est éliminer la pauvreté

Si les gouvernements dits démocratiques doivent travailler au bien commun, comment se fait-il que les États-Unis et le Canada sont, parmi les pays riches, ceux qui s'occupent le moins de leurs citoyens pauvres? Les députés à Ottawa comme à Québec ont voté des lois pour éliminer la pauvreté, mais celle-ci a continué d'augmenter dramatiquement dans les périodes de prospérité. Obama se casse les dents à vouloir faire passer son projet de système de santé pour les pauvres; il fait face à un véritable tsunami conservateur.

Depuis trente ans de néolibéralisme, l'on prêche la réduction de la taille de l'État partout. On a dénigré l'action de l'État en économie et ridiculisé la fonction publique qui en forme l'appareil. Il fallait laisser le champ libre au marché et l'État ne devait pas intervenir dans les lois de l'offre et la demande. Les gouvernements, coincés par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, se sont vus imposer des ajustements structurels pour couper dans les dépenses publiques. On a privatisé et vendu à rabais les entreprises nationales, les fonds de pension des travailleurs, les systèmes de santé et l'éducation. Il fallait couper dans le gras si on voulait avoir du crédit international.

Aujourd'hui, les États sont affaiblis et déstructurés, endettés, soumis à des institutions financières, à des multinationales prédatrices où se prennent toutes les décisions. Harper se réunit avec Obama et Calderón pour planifier l'économie à huis clos avec les dirigeants des grandes entreprises. On déclare la guerre et augmente le budget militaire en investissant des milliards sans même consulter le parlement, et le bon peuple en est informé par Radio-Canada lorsqu'il voit rentrer les cadavres de nos jeunes soldats.

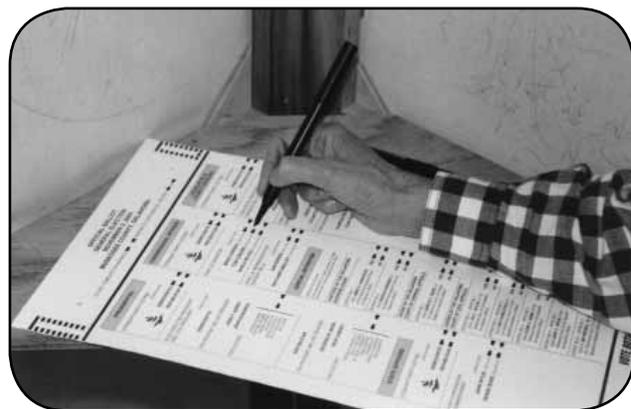
Alors qu'on ne vienne pas traiter de cynisme les citoyennes et citoyens qui ne vont pas voter. Les cyniques, ce sont ceux qui se gargarisent de démocratie et méprisent l'opinion du

peuple en favorisant leurs amis puissants. Ce sont ceux qui depuis des décennies dénigrent le politique. Nous vivons dans des régimes de tyrannie des grandes compagnies qui font la pluie et le beau temps sans se préoccuper des problèmes sociaux et environnementaux qu'ils provoquent. Ces compagnies ne sont pas élues, elles ne sont pas imputables, elles pratiquent l'évasion fiscale et ce sont elles qui, par le biais de puissants lobbies, prennent les décisions. Et lorsque la Bourse s'effondre, on prend des milliards dans le coffre des contribuables pour les sauver. Cela s'appelle du totalitarisme, un point c'est tout.

Alors, faut-il voter quand même?

« Vous pouvez escroquer quelques personnes tout le temps et escroquer tout le monde de temps en temps, mais vous ne pouvez pas tromper tout le monde tout le temps. » (Abraham Lincoln). Alors, faut-il voter quand même? Oui, mais en ne cédant pas à la propagande électorale qui nous présente des candidats comme des bons diables sympathiques en évitant de promettre de véritables politiques en faveur du bien commun.

Mais surtout, il est urgent que les groupes de base se développent, s'articulent et secouent la société : syndicats, écologistes, pacifistes, défenseurs des droits humains, mouvements des femmes, etc. C'est de là que pourra naître une véritable démocratie du peuple, par le peuple et pour le peuple. La démocratie, c'est par le peuple que ça se bâtit.



ACCEPTEREZ-VOUS LA MILITARISATION DU CANADA?

BRIAN BARTON

Le gouvernement Harper, depuis son accession au pouvoir, en 2006, n'a eu de cesse d'accroître le financement des Forces armées canadiennes.

Lors du budget 2008, Ottawa prévoyait augmenter annuellement le financement des Forces canadiennes de 1,5 % à 2 % à compter de 2011-2012. Cette augmentation sera automatique, sans justification aucune. Une procédure jamais vue dans le passé pour aucun poste budgétaire.

Le 19 juin 2008, le gouvernement conservateur a lancé discrètement sur son site Web le document « Le Canada d'abord ». Un document étonnant... et effrayant! Il déclare sans gêne l'intention du gouvernement conservateur de militariser le Canada. Une voie qui balayera encore plus nos valeurs, augmentera le risque que nos jeunes soient recrutés et tués dans la poursuite d'autres aventures militaires, et réduira la sécurité de la population; ceci en associant le Canada aux tentatives d'imposer des politiques occidentales partout dans le monde par la force des armes. (À cet effet, rappelons l'association étroite des Forces armées canadiennes aux Forces étatsuniennes, notamment au sein des « unités spéciales » qui mènent des interventions clandestines – et souvent illégales – dans divers pays, surtout arabes).

Nous présentons quelques extraits de ce document ci-joint.

Extraits du document officiel du Gouvernement du Canada : Stratégie de défense « Le Canada d'abord »

« UN NOUVEAU CADRE DE FINANCEMENT À LONG TERME »

Bien qu'une série d'augmentations des crédits entre 1999 et 2005 ait permis au budget de la Défense de croître en chiffres absolus, ces augmentations épisodiques n'étaient pas prévisibles et n'ont pas permis de régler des problèmes tels que l'usure progressive des flottes d'équipement essentielles et les contraintes imposées... par le rythme opérationnel élevé. Pour régler le problème, le gouvernement a annoncé dans son budget 2006 qu'il augmentait le budget de la Défense de 5,3 milliards de dollars sur cinq ans, y compris une augmentation de base de 1,8 milliard de dollars à compter de 2010-2011.

Poursuivant dans cette voie, le gouvernement a annoncé dans son budget 2008 qu'il haussait le taux automatique annuel d'augmentation des dépenses liées à la Défense, qui passera de 1,5 p. 100 à 2 p. 100 à partir de l'année financière 2011-2012. Au cours des 20 prochaines années, ces fonds additionnels feront passer le budget annuel du ministère de la Défense nationale de 18 milliards de dollars en 2008-2009 à plus de 30 milliards en 2027-2028, tel qu'il est illustré dans le tableau 1.



En tout, le gouvernement consacrera près de 490 milliards de dollars à la Défense au cours des 20 prochaines années. Qui plus est, au-delà de cette nouvelle formule, le gouvernement s'engage à financer séparément les coûts supplémentaires des opérations majeures.

Cet engagement financier à long terme et l'adoption d'une stratégie d'approvisionnement détaillée appuyée par cet engagement se traduiront par de nouvelles possibilités importantes d'investissement pour l'industrie canadienne et des retombées économiques considérables pour les Canadiens... Ce plan détaillé sera mis en œuvre conjointement avec une nouvelle stratégie d'approvisionnement à long terme conçue pour profiter à l'industrie canadienne, tout en créant une capacité commerciale dans les industries du savoir et de la technologie connexes.

* <http://www.dnd.gc.ca/site/focus/first-premier/June18_0910_CFDS_french>

Le document se présente comme « une stratégie de défense », mais il ne contient aucune orientation stratégique. Cependant, il est clair que le premier objectif de cette « stratégie », suivant le modèle du Pentagone, est de faire des Forces armées un élément majeur dans la politique étrangère du Canada. Bien que certaines phrases puissent faire penser qu'un de ses buts importants est de fournir des marchés garantis aux producteurs canadiens d'armements. Le document parle d'une « force militaire en partenariat avec les industries canadiennes ». Celles-ci exercent beaucoup d'influence auprès du gouvernement conservateur, et se situent déjà parmi les premiers exportateurs d'armements au monde.

Selon le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les dépenses militaires du Canada en 2008 ont été de 20,6 milliards \$ CA comparées à 11,0 milliards \$ en 1997. Même ajusté pour tenir compte de l'inflation, cela veut dire en termes réels une augmentation de 48 % en dix ans. Ainsi, les budgets militaires ont été augmentés considérablement depuis plusieurs années et dépassent déjà les niveaux records atteints pendant la guerre froide.

Durant les années 1990, les dépenses militaires canadiennes ont diminué de 14 %, réduction minime, qui était critiquée comme insuffisante si l'on tient compte des besoins de défense limités du Canada après la fin de la guerre froide. Les ONG ont demandé que ces sommes soient allouées à combattre la pauvreté, ici et ailleurs. Le gouvernement Martin, au contraire, a sabré encore plus dans les programmes sociaux. Par exemple, les transferts aux provinces ont été réduits, provoquant des difficultés dans le financement de la santé et l'éducation, notamment; et le budget alloué au développement international a été coupé de 31 %. Aujourd'hui, ce budget ne représente guère 0,3 % du PIB alors que l'objectif affiché depuis plusieurs années est de 0,7 %. Les dépenses militaires constituent déjà quatre fois les sommes attribuées à l'aide internationale; et même là, le pays qui a reçu « l'aide » la plus massive est le petit pays... d'Afghanistan! Pourquoi, pensez-vous?

The Ploughshares Monitor, publié par le Conseil canadien des Églises a calculé les dépenses canadiennes selon le concept des « 3D ». Ainsi, en 2007, dans le total de 100 % la Défense prenait 71 %, le Développement 20% et la Diplomatie 9%. On voit bien que la lutte contre la pauvreté et l'injustice prend la deuxième place, et de loin!

Le gouvernement cache déjà certaines dépenses militaires, y inclus une partie des dépenses de la guerre en Afghanistan. Cette guerre coûtera plus de 18 milliards \$ jusqu'à 2011, selon Kevin Page, Directeur parlementaire du budget. Celui-ci critique l'absence de transparence du gouvernement dans ce dossier. Donc, le gouvernement Harper chiffre les dépenses militaires à 18 milliards \$ pour l'année 2008, soit 2,8 milliard de moins que le calcul du SIPRI; il propose dans sa stratégie des augmentations afin qu'elles atteignent plus de 30 milliards \$ en 2028.

Cela se passe de commentaires; le document du gouvernement Harper, en dépit de la formulation élogieuse, est suffisamment clair*. Si la politique militariste du gouvernement fédéral n'est pas changée radicalement, ça ne fera qu'empirer. C'est ainsi que le CS/TR a décidé de lancer une campagne contre la militarisation du Canada : www.stopponslesdepensesmilitaires.com



À LIRE, À VOIR, À VISITER

HERVÉ KEMPF
**Pour sauver
 la planète,
 sortez du
 capitalisme**

LE SEUIL

Pour sauver la planète, sortez du capitalisme

Hervé Kempf (Éditions du Seuil)

À lire



Un spécialiste de l'environnement dit tout haut ce que beaucoup pensent tout bas : le néolibéralisme est devenu un péril pour la planète elle-même. Il faudra, un jour ou l'autre, en sortir. Un autre monde est possible, il est indispensable, il est à notre portée. Pour sauver la planète, il faut sortir du capitalisme, en reconstruisant une société où l'économie n'est pas reine mais outil, où la coopération l'emporte sur la compétition, où le bien commun prévaut sur le profit.

Critique de Daniel Landry du livre « Pour sauver la planète, sortez du capitalisme »

LE MIRAGE DE LA CROISSANCE VERTE SELON HERVÉ KEMPF

Les éditions du Seuil publiaient au début de l'année 2009 le nouvel essai d'Hervé Kempf : *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*. Journaliste au *Monde*, Kempf s'intéresse depuis de nombreuses années à l'impact d'une forme sauvage de développement capitaliste sur l'avenir de la planète. Cet ouvrage s'inscrit en continuité avec son essai *Comment les riches détruisent la planète* (Paris, Seuil, 2007). Il dénonçait alors le lien intrinsèque entre les crises sociales et environnementales de notre planète et l'essor incontrôlé du capitalisme. Cette fois-ci, dans son chapitre « Le mirage de la croissance verte », Kempf s'attaque au « fétichisme technologique », c'est-à-dire à cette croyance du progrès technologique salvateur de toutes les crises. Plutôt que de chercher à maintenir artificiellement la croissance du capitalisme à l'aide d'énergies alternatives, Kempf propose une remise en question de tout le système. Tour à tour, il discrédite ainsi les diverses formes d'énergie ciblées comme les énergies de l'avenir. Le nucléaire n'est pas la solution en raison de sa menace constante. L'énergie éolienne n'est ni aussi verte ni aussi efficace qu'on le croit. Quant aux agrocarburants, ils ont des effets pervers désastreux.

L'ouvrage de Kempf (particulièrement le chapitre sur la croissance verte) dénonce brillamment le mythe d'une croissance illimitée de l'économie. C'est le système capitaliste en son entier qui doit être revu, comme le suggère le titre de l'ouvrage. L'auteur se contente cependant de faire des constats sans élaborer davantage sur les perspectives d'avenir. Ainsi, des questions demeurent. Que faut-il penser du terme altéré de « développement durable »? Faut-il prêcher un retour à une forme quelconque de socialisme? Faut-il plutôt prôner une idéologie de la décroissance? L'humanité a-t-elle besoin d'un vent réformiste ou révolutionnaire? Kempf demeure silencieux sur ces questions.

Économie globale à l'heure de la mondialisation

À lire

Alain Dumas et Renaud Bouret (ERPI)

Ce livre se veut un outil pour mieux comprendre l'économie actuelle, dominée par la mondialisation, laquelle est ponctuée de crises. Il vise à répondre aux questions suivantes : *Quelles sont les variables qui influent sur l'économie? Comment les acteurs interagissent-ils dans l'économie globale? Pourquoi et comment la mondialisation affecte-t-elle notre économie? Pourquoi l'économie connaît-elle des hauts et des bas? Quelles sont les solutions aux problèmes économiques actuels?* Parce que ce livre a été conçu et écrit pour éclairer les lecteurs sur toutes ces questions, ce livre privilégie une approche qui présente la théorie de manière graduelle et concrète. *Économie globale - À l'heure de la mondialisation* permet de comprendre et décrire la situation et les problèmes actuels ainsi que les solutions pour les résoudre. Dans ce livre, le fonctionnement de l'économie est constamment mis en parallèle avec les plus récentes données de la mondialisation. La théorie et le contenu ont été calqués sur les réalités contemporaines, afin de mieux comprendre les enjeux actuels de l'économie globale. Des points de repère historiques et des débats y sont présentés.





Maude
Marcaurette

Femmes invisibles et indivisibles

Réalisé par Maude Marcaurette et Gabriel Garcia

Ce documentaire trace un portrait de la place que des femmes autochtones du Québec occupent aux niveaux social, culturel, politique et en matière de défense de leurs droits. Avec la participation de Nicole O'Bomsawin.

À voir



À la dérive Patricio Henriquez

À voir

Durant les 13^{es} Journées québécoises de la solidarité internationale (JQSI), qui auront lieu du 4 au 15 novembre 2009, Patricio Henriquez viendra présenter un de ses films, *À la dérive*. C'est donc un rendez-vous à ne pas manquer le jeudi 5 novembre 2009, au Ciné-Campus de Trois-Rivières, dès 19 h, au Séminaire St-Joseph, situé au 858, rue Laviolette. L'entrée est gratuite.



Patricio Henriquez

Patricio Henriquez s'est mérité le prix du Meilleur documentaire pour son film *Sous la cagoule, un voyage au bout de la torture* lors de la 11^e soirée des Jutra. Il a remporté durant sa carrière une quarantaine de prix, dont le Grand Prix de la SCAM à Paris en 1998 pour *11 septembre 1973, le dernier combat de Salvador Allende*, le Jutra 2000 du meilleur documentaire québécois pour *Images d'une dictature* et trois prix Gémeaux en 2001 et 2002 pour les séries documentaires *Vivre en ville* et *Extremis*. Son film *Désobéir* a fait l'ouverture des Rencontres internationales du documentaire de Montréal en 2005.

À la dérive

Patricio Henriquez

De plus en plus inquiets face aux effets du réchauffement planétaire, les spécialistes des variations climatiques sonnent l'alarme. Des îles entières sont aujourd'hui menacées d'être englouties, avec la hausse accélérée du niveau des océans. Que ce soit à Shismaref en Alaska ou dans l'archipel océanien de Tuvalu, le sentiment d'urgence devient chaque jour plus imminent. Explorant la portée sociale du phénomène, *À la dérive* trace un parallèle entre les réalités vécues par les habitants de ces deux endroits situés aux extrêmes du spectre climatique. Face à la disparition probable de leurs terres ancestrales, ces populations en sursis partagent les mêmes préoccupations. Pendant ce temps, les New-Yorkais demeurent largement indifférents aux problèmes de ces régions situées à plusieurs milliers de kilomètres. Pourtant, la menace frappe aussi à leurs portes. En raison de son peu d'élévation, l'île de Manhattan risque de connaître des inondations catastrophiques au cours des prochaines décennies.

Tck tck tck
www.tcktck.org

À visiter



tck
tck
tck

Le site internet www.TckTckTck.org est au cœur de la mobilisation de la société civile pour un accord historique sur le changement climatique à Copenhague, en décembre 2009. Si nous sommes suffisamment nombreux à nous manifester, les dirigeants du monde nous écouteront! Visitez le site Web et signez la pétition en ligne!

UN SYSTÈME DE SANTÉ DIFFÉRENT...

PIERRE LAVERGNE

Dans le cadre d'un projet de coopération solidaire avec Cuba, j'effectuais des travaux dans un village en montagne. Je m'y suis blessé. Heureusement, dans ce village que le réseau national d'électricité ne rejoignait pas, il y avait une clinique médicale. Après m'avoir examiné, le médecin me remit une prescription tout en me suggérant d'aller consulter la physiothérapeute. « Ici au village?, lui demandai-je plutôt surpris! ». « Si si, me dit-il, vous descendez la côte à gauche. Il y a la pharmacie et à deux pas à droite, vous trouverez la clinique. Vous pourrez vous y faire traiter ». J'étais renversé. J'ai vécu pendant des années à Précieux-Sang, un petit village comme tant d'autres au Québec. Difficile d'imaginer qu'on pourrait y trouver une clinique médicale, une pharmacie et même une physiothérapeute.

Je passe donc à la pharmacie où, pour la faramineuse somme de 75 cents, on me remet les médicaments dont j'avais besoin. Ces mêmes médicaments m'auraient ici coûté 18 \$. Puis, sans rendez-vous préalable, je rencontre la physiothérapeute dont m'avait parlé le docteur. Elle s'appelait Alyuska. Avant d'exercer la physiothérapie, elle avait été professeure. Voulant aider encore plus les personnes souffrantes de son village, elle avait décidé d'entreprendre des études en physiothérapie. « Faut avoir l'esprit de sacrifice, lui dis-je, avec tous les coûts que cela implique ». « Mais cela ne m'a rien coûté, me répondit-elle, un peu surprise de ma remarque. Même qu'on m'a rémunérée pendant mes études ». « Mais il y a à peine 150 habitants dans ce village, vous n'avez sûrement pas de travail tous les jours » lui dis-je. Elle m'expliqua qu'elle avait en fait beaucoup de travail, puisque chaque jour, elle effectue des visites à domicile. Je pouvais même, si je le désirais, l'accompagner chez les patients qui y consentiraient. Curieux de nature, j'acceptai.

Première visite, un quinquagénaire diabétique, amputé d'une jambe. « Ma première tâche, c'est d'abord de redonner le goût de vivre à mes patients, me confia-t-elle ». Seconde visite : un vieil homme à demi paralysé, victime d'un arrêt cardiaque. Alité dans une pièce sombre, l'homme avait vraiment besoin d'un support psychologique. Elle ouvrit la fenêtre pour y laisser entrer la lumière puis, tout en lui massant les jambes, elle lui parla, fit des blagues, lui

expliqua qu'il pourrait faire encore plein de choses... Un peu plus loin, une jeune femme nous accueillit. Son fils de 8 ans est atteint d'une forme de rhumatisme précoce. Son corps en entier est courbé, ses doigts sont fermés et crispés comme les serres d'un aigle. Sa mère me dit : « Vous ne pouvez pas imaginer comment ces traitements lui font du bien... Avant, il ne pouvait rien faire et devait rester au lit toute la journée. Depuis qu'il reçoit ces traitements, il se déplace et un professeur vient même à la maison chaque jour pour lui enseigner, comme à un enfant normal. Maintenant il peut lire et écrire... »

En retournant vers mon campement dans la montagne, je me demandai comment dans un pays pauvre, comme Cuba peut l'être, de telles ressources pouvaient être disponibles? J'imaginai quels services nous pourrions avoir si l'énorme richesse qu'on trouve dans un pays riche comme le nôtre était mieux répartie. Je me demandai... Pourquoi persiste-t-on à maintenir au Québec et au Canada des politiques fiscales qui permettent à une infime minorité d'accumuler des fortunes colossales à l'abri de l'impôt pendant que les listes d'attente dans les hôpitaux s'allongent, faute de ressources financières?

En voyant le soleil se coucher sur ce petit village, je me dis que ça pourrait sûrement être autrement!

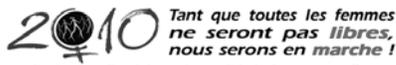
Un autre monde est possible...



À Cuba, chaque petit village peut compter, en plus des services d'une physiothérapeute, de la présence d'une pharmacie où les médicaments sont vendus à des prix vraiment abordables, d'une école, d'une clinique médicale avec un médecin et une infirmière, d'une maison de maternité, d'une salle vidéo permettant d'avoir accès à la télévision et d'une troupe de théâtre, qui fait une tournée des villages afin que les gens puissent avoir des loisirs sains et avoir accès à la culture du pays.

Marche mondiale des femmes 2010

La Marche mondiale des femmes (MMF) est un mouvement mondial d'actions féministes rassemblant des groupes et organisations de la base œuvrant pour éliminer les causes qui sont à l'origine de la pauvreté et de la violence envers les femmes. Ses valeurs et ses actions visent un changement social, politique et économique. Elles s'articulent autour de la mondialisation des solidarités, de l'égalité entre les hommes et les femmes, entre les femmes elles-mêmes et entre les peuples, le respect et la reconnaissance de la diversité entre les femmes, la valorisation du leadership des femmes et la force des alliances entre les femmes et avec les autres mouvements sociaux progressistes.



Née du désir de rassembler les femmes du monde autour d'un projet commun, la Marche s'est rapidement imposée comme un formidable mouvement mondial après l'organisation de la Marche des femmes en l'an 2000, où elle a donné au mouvement des femmes l'occasion de se manifester, de se faire entendre dans des sphères où il navigue rarement.

Pour en savoir plus sur les actions de la MMF 2010 et/ou pour vous impliquer, nous vous invitons à visiter le www.marchemondialesdesfemmes.org.

FSQ 2009



Le Forum social québécois s'est clôturé avec la Marche manifestive et un spectacle engagé haut en couleur. Nous pouvons donc dire mission accomplie! Avec plus de 350 ateliers et une centaine d'activités culturelles, le FSQ 2009 s'est déroulé dans une atmosphère incroyable, insufflé par le dynamisme des bénévoles et l'enthousiasme des

milliers de participantEs. L'équipe du FSQ 2009 tient à remercier toutes les personnes qui ont rendu possible cet événement de grande envergure qui aura permis de rassembler dans un même espace des gens de partout au Québec. Félicitations aux organisateurs et organisatrices, ainsi qu'à tous les gens ayant participé à l'événement!

Stoppons les dépenses militaires!

Bien que le gouvernement canadien prévoit un déficit de plus de 56 milliards \$ en 2009-2010, il compte malgré tout augmenter les dépenses militaires de façon systématique, de sorte à dépenser 490 milliards \$ en 20 ans, soit 24,5 milliards \$ par année. En tant que citoyennes et citoyens, nous croyons qu'il faut dire NON!



C'est pourquoi le CS/TR vous propose de participer à la campagne *Stoppons les dépenses militaires*, notamment en signant la carte postale. Vous pouvez vous procurer la carte au bureau du CS/TR, situé au 942, rue Ste-Geneviève à Trois-Rivières ou en nous communiquant avec Ginette Houle au (819) 373-2598 (poste 0). Un site Web sera bientôt en ligne à l'adresse www.stopponslesdepensesmilitaires.com

Festival de poésie

Dans le cadre du 25e festival de poésie de la ville de Trois-Rivières, qui a eu lieu du 2 au 11 octobre 2009, nous vous présentons deux poèmes de Claude Lacaille, qui abordent des thèmes qui nous touchent profondément. Place à la poésie!



273.15°C - LA PAIX FROIDE

Nous exportons une paix de pétrole,
d'or et de commerce
La paix des sans-cœur et sans scrupules
La paix du froid absolu après la guerre froide

BRUINE VERGLAÇANTE

Souffle le chaud et le froid à la fois
Indécisions, veuleries et complicités
Démocratie libérale en chute libre

Deux semaines de dépaysement et d'engagement

Parcours solidaire à vélo sur les traces du Che - CUBA HIVER 2010

Vacances sportives pour amateurs de nature et d'histoire! Le séjour permet de parcourir la province de Granma, théâtre historique de la Revolución! (Le parcours s'adapte à la condition sportive des participants.)

LAISSEZ VOTRE TRACE...

SÉJOURS 100% SOLIDAIRES

Séjour solidaire en architecture dans La Havane - CUBA PRINTEMPS 2010

Séjour de découverte de l'héritage des architectures coloniale et moderne de la Vieille Havane, classé patrimoine mondial de l'humanité par l'UNESCO. Une escapade à Trinidad est également prévue au programme...

Edad de oro - CUBA PRINTEMPS 2010

Séjour d'échange avec les étudiants de l'Université du 3^e âge de La Havane. Les attraits de la Vieille Havane ainsi que la beauté des plages de l'Est forment le cadre idéal à ce séjour. Repos et création artistique au menu.

Découverte solidaire en appui à la santé nutritionnelle - MALI HIVER 2011

Après une période d'adaptation à Bamako, les participants à ce projet séjourneront « en brousse », où ils pourront participer à la réduction des carences alimentaires et à la lutte contre la désertification par le biais de la plante *Moringa oleifera*.

La route du café en HAÏTI : une histoire d'esclavage et de liberté PRINTEMPS 2010

Un séjour sécuritaire loin de l'agitation de Port-au-Prince. Des activités aux champs qui permettent d'être en contact avec la débrouillardise des paysannes et des paysans devant le défi de vivre dignement.

Informations et inscriptions : 819-373-2598 poste 309 ou stages@cs3r.org

Pour savoir,
comprendre et
Agir!

VISITEZ LE SITE WEB DU
COMITÉ DE SOLIDARITÉ/TROIS-RIVIÈRES

Un outil important pour celles et ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale, aux campagnes en cours et aux actions citoyennes.

WWW.CS3R.ORG

